

M. Major dispose de quatre ou cinq ans pour effectuer un redressement durable de l'économie, en observant à la fois les critères établis par le Traité de Maastricht et les consignes normales d'une prudente gestion financière. Il n'y a qu'un seul butoir : l'augmentation incessante du déficit public qui risque de dépasser les 5 % du PNB en 1993. C'est l'un des reproches formulé par M^{me} Thatcher à son successeur : avoir perdu le contrôle des dépenses publiques. Le déficit est dû en grande partie aux « stabilisateurs automatiques » de la récession : manque d'impôts et gonflement des allocations chômage parallèlement à une augmentation des demandes du secteur public par le biais des écoles, des hôpitaux, des routes ce qui, en période pré-électorale, a effrité la rigueur habituelle du Trésor.

Si l'équilibre des finances publiques est au-delà des moyens du gouvernement Major, obtenir un déficit de 3 % du PNB d'ici 1996 reste réalisable. Cependant, il faudra freiner le rythme de la croissance et de la création d'emplois pour se prémunir contre une relance de l'inflation. La bonne performance de la Grande-Bretagne en jugulant l'inflation, est-elle uniquement due à la récession, ou à une amorce du changement de comportement sur le marché du travail considéré comme raison essentielle de l'adhésion au mécanisme de taux de change ? Seule la relance de l'économie permettra de répondre à cette question.

253

À NEW YORK : LES DIVIDENDES DE LA PAIX

SCOTT E. PARDEE,

PRÉSIDENT, YAMAICHI INTERNATIONAL (AMÉRIQUE), INC.

Quand une guerre prend fin, les nations qui y étaient impliquées doivent réajuster la production et l'emploi, afin de revenir à des bases de temps de paix. La Guerre froide n'a pas provoqué de bataille à grande échelle, accompagnée de destructions massives, mais elle a entraîné une énorme accumulation de forces, d'armes nucléaires et conventionnelles, et de troupes. Cette accumulation a fortement pesé sur les économies de l'Union soviétique et de ses Etats satellites d'un côté, de l'Europe de l'Ouest, de l'Amérique du Nord et du Japon de l'autre. Le budget de la défense américain étant réduit, y aura-t-il un « dividende de la paix » ?

Sous la présidence Reagan, les Etats-Unis ont consacré plus de 6 % du PNB à la défense, avec 6,3 % en 1986, ce qui est le taux le plus haut depuis la fin de la guerre du Vietnam. Les Etats-Unis ont dépensé en 1991 environ

325 Mds pour la défense, selon les statistiques officielles, soit approximativement 5,7 % du PNB. Le département de la Défense a prévu qu'il réduirait les dépenses à hauteur de 4,3 % du PNB en trois ans, ce qui représente une coupe substantielle en termes réels, si elle se produit vraiment. Cela libérerait près de 80 Mds par an.

Le président Bush propose cette année des économies de 50 Mds par an pendant cinq ans. Les leaders démocrates font pression pour arriver à au moins 100 Mds. Le résultat se situera probablement entre les deux. Si l'on prend les 80 Mds de réduction comme compromis, cela représenterait une baisse de 2 % du PNB entre 1986 (6,3 %) et 1996 (4,3 %).

L'actuel débat au Congrès, sur les coupes qui seront faites dans les dépenses d'armement, a créé quelques alliances politiques inhabituelles. Deux millions d'emplois environ pourraient être progressivement supprimés dans tout le pays. Dans les circonscriptions électorales urbaines, des usines ont déjà été fermées. Dans les circonscriptions rurales, des bases ont été supprimées, réduisant également la demande de main-d'œuvre locale. Le sénateur Sam Nunn, démocrate de Géorgie, a proposé un fonds de 200 Mds pour recycler ceux qui ont perdu leur emploi. Mais d'autres représentants au Congrès prétendent qu'avec une économie en récession, le processus de recyclage échouera, à moins que ces personnes ne trouvent du travail dans d'autres industries. Pourtant, les deux millions de travailleurs qui peuvent être touchés comptent pour moins de 2 % de la main-d'œuvre globale (cent dix-sept millions). Lorsque l'économie sera de nouveau en phase de croissance, la plupart d'entre eux seront aisément absorbés.

Comment dépensera-t-on le dividende de la paix ? Quelques économistes, en particulier ceux de l'école de la théorie de l'offre, suggèrent qu'il soit directement versé à l'ensemble des citoyens, par le biais de réductions d'impôt. Ils soutiennent que des fonds supplémentaires au secteur privé déclencherait une expansion économique qui, à long terme, augmenterait les recettes fiscales de manière substantielle. Les théoriciens de l'offre ont été plus nombreux dans l'administration Reagan, mais ne sont plus à la mode aujourd'hui — en partie car leur politique a conduit à de considérables déficits fiscaux.

On s'attend cette année à ce que le déficit budgétaire dépasse les 300 Mds, gonflé par la lente et douloureuse reprise suivant la récession de 1990-1991, et par le coût ininterrompu de la restructuration du secteur des Caisses d'épargne, et du système bancaire commercial en général. Le déficit structurel est d'environ 200 Mds, que l'administration Bush et le Congrès ont promis de réduire graduellement grâce à une formule instaurée en 1990 : quiconque propose d'augmenter les dépenses du gouvernement dans un secteur, devra s'assurer que celles-ci seront en compensation diminuées dans d'autres secteurs. Les dépenses de défense ne font pas partie de la formule, et

elles peuvent être réduites sans que l'on réclame en compensation des hausses dans d'autres programmes.

Les estimations varient, mais une réduction de 80 Mds du déficit fiscal pourrait favoriser une baisse d'au moins 50 points de base des taux d'intérêt à long terme ; c'est-à-dire que le rendement des bons à 30 ans pourrait passer de 8 % à 7,5 %. En raison de l'énorme déficit fiscal, le Trésor américain continue à évincer les emprunteurs privés, ou les oblige à payer des taux plus élevés pour récolter des fonds. Quand le marché obligataire a repris au début de 1992, le rendement sur les obligations longues a chuté de 7,3/8 %, et les sociétés et les foyers ont pu recommencer à emprunter. Mais la reprise a fait long feu. Le Trésor américain a continué à emprunter fortement, ce qui a poussé les taux encore plus haut, et les emprunts du secteur privé ont été étouffés.

Un autre courant estime qu'une part importante des fonds devrait être utilisée pour aider la Russie et les autres pays de l'ancien bloc de l'Est, selon les grandes lignes du Plan Marshall pour l'Europe de l'Ouest après la Seconde Guerre mondiale. Dans le contexte du Groupe des Sept (G-7), et des organismes internationaux tels que le FMI et Banque mondiale, les Etats-Unis sont prêts à proposer une certaine aide, mais les sommes véritablement engagées ont quand même été faibles.

Quant aux leaders urbains, ils soutiennent que les capitaux devraient être utilisés pour revitaliser les villes américaines, où les infrastructures économiques se sont nettement détériorées pendant ces dernières années. Leur argument est que les Etats-Unis ont négligé leurs villes pendant qu'ils renforçaient leurs défense (transport, logement pour les milliers de sans-abri qui vivent à présent dans les rues des villes ; protection de la santé, en particulier pour les citadins pauvres qui n'ont pas accès aux plans d'assurance maladie). Cependant, 80 Mds seraient faibles par rapport à la somme des capitaux nécessaires à la reconstruction urbaine.

Beaucoup d'autres groupes d'intérêts cherchent à canaliser les fonds vers leurs programmes favoris, tels que l'amélioration de l'environnement, l'éducation, la lutte contre la drogue, ou le SIDA. Tous constituent des programmes louables, et seront chaudement discutés, mais leur coût potentiel excède également de beaucoup les fonds qui pourraient devenir disponibles à la suite d'une réduction des dépenses militaires.

C'est pourquoi, il y aura sans doute des pressions pour gonfler artificiellement le montant des capitaux du « dividende de la paix », c'est-à-dire de le prétendre en excédent de 100 ou 150 Mds sur la réelle réduction des dépenses de défense. Le Congrès pourrait alors dépenser plus d'argent dans des projets qui sinon, n'auraient jamais vu le jour.